

Un projet d'appui au développement rural

Décryptage. *Le Courrier du Vietnam* a eu un entretien avec Stéphane Passeri, directeur du projet régional de support au développement rural au travers des indications géographiques en Asie, pour mieux comprendre en quoi consistent les assistances en faveur des pays bénéficiaires.

Si l'indication géographique est, au niveau mondial, quelque chose de nouveau, elle se développe très rapidement. Pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet ?

L'indication géographique (IG) est une matière relativement

nouvelle. C'est un droit de propriété intellectuelle qui a été essentiellement découvert par beaucoup de pays, notamment en Asie, au moment des négociations des accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il s'agit en effet d'un droit qui est couvert par les accords sur la propriété intellectuelle de l'OMC et

qui permettait, à l'époque, de protéger les appellations d'origine des pays. L'IG est un terme général adopté dans les années 1990. Le Vietnam a été le premier pays en Asie du Sud-Est à développer la législation sur l'IG. Aujourd'hui, la grande majorité des pays d'Asie ont une protection des IG (voir également pp.44-45).



Stéphane Passeri (debout) lors d'une séance de travail, le 3 novembre dans la commune de Vièn Son où est cultivée la cannelle de Van Yên, à Yên Bái (Nord). Thùy Trang/CVN

Depuis 2013, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Agence française de développement (AFD) coopèrent dans le cadre du projet régional de support au développement rural au travers des IG en Asie. Quelles sont les grandes lignes de ce projet ?

C'est un projet financé par l'AFD, mis en œuvre par la FAO. Il couvre quatre pays en particulier : le Laos, le Cambodge, le Vietnam et la Thaïlande. Mais ce projet s'ouvre également à des participations d'autres pays sur des bases de volontariat et d'autofinancement par exemple. Nous avons reçu des participants du Myanmar, ainsi que de l'Indonésie lors du séminaire à Hanoi il y a trois mois. Ce projet a pour volonté de soutenir le développement rural mais aussi de développer les revenus pour les producteurs, puis pour tous les acteurs de la chaîne de valeur. Comment ? Tout simplement en augmentant les potentiels de ces produits qui sont, normalement, des produits à forte valeur ajoutée et en donnant confiance aux consommateurs sur le fait que les produits qu'ils achètent sont effectivement ceux qu'ils espèrent.

En d'autres termes, il faut qu'il y ait un système de contrôle indépendant, de vérification de la qualité, et que les IG correspondent aux exigences attendus par les consommateurs. Ce projet a donc pour ambition de développer une assistance technique au niveau des producteurs, mais aussi d'aider les capacités des administrations à enregistrer les IG, à développer des capacités de contrôle internes/externes, ainsi qu'à promouvoir en IG.

La FAO et l'AFD ont accordé de nombreuses assistances au Vietnam afin d'accroître la capacité de contrôle interne



pour les produits d'IG. En quoi consistent, concrètement, ces assistances ?

Nous avons dans le cadre du projet IG trois produits prioritaires qui ont été identifiés par les autorités vietnamiennes : la cannelle de Van Yên, le thé *Shan tuyêt* Mòc Châu et le riz Hai Hâu. Ces produits bénéficient d'un certain niveau de contrôle mais pas suffisant pour correspondre aux critères internationaux et garantir une qualité, je dirais espérée par les consommateurs et les acheteurs.

Le projet finance donc un certain nombre d'activités et, dans le cadre qui nous intéresse aujourd'hui, une activité sur six mois pour permettre de mettre en place un système de contrôle interne et externe qui corresponde aux normes internationales. Ce projet concerne donc ces trois IG mais a également pour objectif d'aider les administrations à devenir plus autonomes aussi bien localement que nationalement sur les notions de contrôle, et particulièrement de contrôle externe.

Selon vous, que doit faire le Vietnam pour développer

Les experts français et vietnamiens

visitent une pépinière de canneliers dans la commune de Viêt Son, district de Van Yên, province de Yên Bái (Nord), Nhât Quang/CVN

et protéger les IG pour ses produits ?

Le Vietnam a déjà été assez dynamique, avec la création de plus de 40 IG. Ce qui en fait le deuxième pays le plus dynamique en Asie du Sud-Est après la Thaïlande. Mais il y a des efforts à faire dans plusieurs domaines, notamment en termes d'organisation des producteurs, des opérateurs pour les rendre un peu plus dynamiques, en termes d'organisation des IG, de management de différentes étapes, de contrôle interne, de promotion, etc.

Il faut aider aussi les autorités à mettre en place un label national des IG. L'ensemble des grands pays de l'Asie du Sud-Est, même d'Asie comme par exemple le Japon, la Chine, ont des labels nationaux des IG. Seul le Vietnam n'en a pas. Nous travaillons actuellement avec le projet pour finaliser le label pour le Laos. Un label d'IG pour le Vietnam permettra, pour les consommateurs vietnamiens comme du monde entier, d'identifier plus facilement les IG du Vietnam.

RÉALISÉ PAR PHUONG MAI/CVN